

Centre Pénitentiaire de Osny-Pontoise

--

Marché de Maîtrise d'œuvre Création de locaux SPIP

PROGRAMME / CCTP

Consultation

Annexes au programme :

Etude de faisabilité

Maître de l'ouvrage :

Direction interrégionale des services pénitentiaires de Paris

Département des Affaires Immobilières

3, Avenue de la Division Leclerc - BP 103 - 94 267 Fresnes Cedex

Tél : 01 88 28 70 00

Table des matières

I. OBJET, REMUNERATION ET QUALIFICATIONS DU TITULAIRE	3
I.1 Objet du Marché	3
I.2 Rémunération	3
I.3 Qualifications et moyens du titulaire.....	3
II. LA DISP DE PARIS, L'ETABLISSEMENT D'OSNY	4
II.1 Direction Interrégionale des services pénitentiaires de Paris.....	4
II.2 Localisation.....	4
II.3 Le Centre Pénitentiaire d'Osny-Pontoise.....	5
III.OBJECTIFS, CONTRAINTES ET PROGRAMME	6
III.1 Objectifs.....	6
III.2 Contraintes de sûreté pénitentiaire, de sécurité sanitaire et de préservation du bon fonctionnement de l'établissement.....	6
III.3 Programme	6
III.3.1 L'extension bâtiminaire	6
III.3.2 Les espaces.....	7
III.3.3 Revêtements.....	7
III.3.4 Equipements techniques.....	8
IV. MISSIONS, OBLIGATIONS	10
IV.1 Les Missions	10
IV.2 Obligations :	11
V. CONTENU DES ELEMENTS DE MISSION.....	12
V.1 ETUDES D'AVANT PROJET SOMMAIRE (APS).....	12
V.2 ETUDES D'AVANT PROJET DEFINITIF (APD)	13
V.3 ETUDES DE PROJET (PRO).....	14
V.4 ASSISTANCE POUR LA PASSATION DES CONTRATS DE TRAVAUX (ACT)	15
V.5 VISA des études d'exécution.....	17
V.6 DIRECTION DE L'EXECUTION DES CONTRATS DE TRAVAUX (DET).....	17
V.7 ASSISTANCE AUX OPERATIONS DE RECEPTION (AOR).....	19
V.8 DELAIS.....	20

I. OBJET, REMUNERATION ET QUALIFICATIONS DU TITULAIRE

I.1 Objet du Marché

La Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires de Paris souhaite engager des travaux de construction d'une extension des locaux du service d'insertion et de probation de l'établissement pénitentiaire d'Osny-Pontoise.

L'objet du présent marché est donc de confier une mission de maîtrise d'œuvre de cette opération.

Le contenu des éléments de mission est conforme à la partie réglementaire du code de la commande publique et à l'arrêté du 22 mars 2019 précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé.

I.2 Rémunération

Le prix des prestations est un prix forfaitaire, provisoire, établi à partir de l'enveloppe financière définie par le maître d'ouvrage.

En l'occurrence, sur la base du coût prévisionnel des travaux établi en faisabilité, le budget estimé est de 1 000 000 € HT.

Le prix des prestations deviendra définitif, après acceptation par le maître d'ouvrage de l'APD, par ajustement des honoraires sur la base de l'estimation prévisionnelle définitive des travaux, établie à ce stade, par la maîtrise d'œuvre.

I.3 Qualifications et moyens du titulaire

Le titulaire devra présenter une qualification OPQIBI n° 0331, ou à défaut des références équivalentes dans le même domaine (direction de l'exécution des travaux) et pour des opérations d'importance similaire.

En cas de groupement, ces qualifications ou références devront être présentées par au moins l'un des cotraitants.

D'une manière générale, l'équipe de maîtrise d'œuvre abrite toutes les compétences nécessaires pour mener à bien l'ensemble de la mission, et ce, pour toute la durée des études et des travaux.

Elle dispose également d'une compétence avérée en économie de la construction.

II. LA DISP DE PARIS, L'ETABLISSEMENT D'OSNY

II.1 Direction Interrégionale des services pénitentiaires de Paris

La Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires de Paris (D.I.S.P. PARIS) est un service déconcentré qui mène et engage les orientations stratégiques et politiques de l'Administration Pénitentiaire à l'ensemble des Etablissements Pénitentiaires et Services Pénitentiaires d'Insertion et de Probation (SPIP) de la région Ile de France.

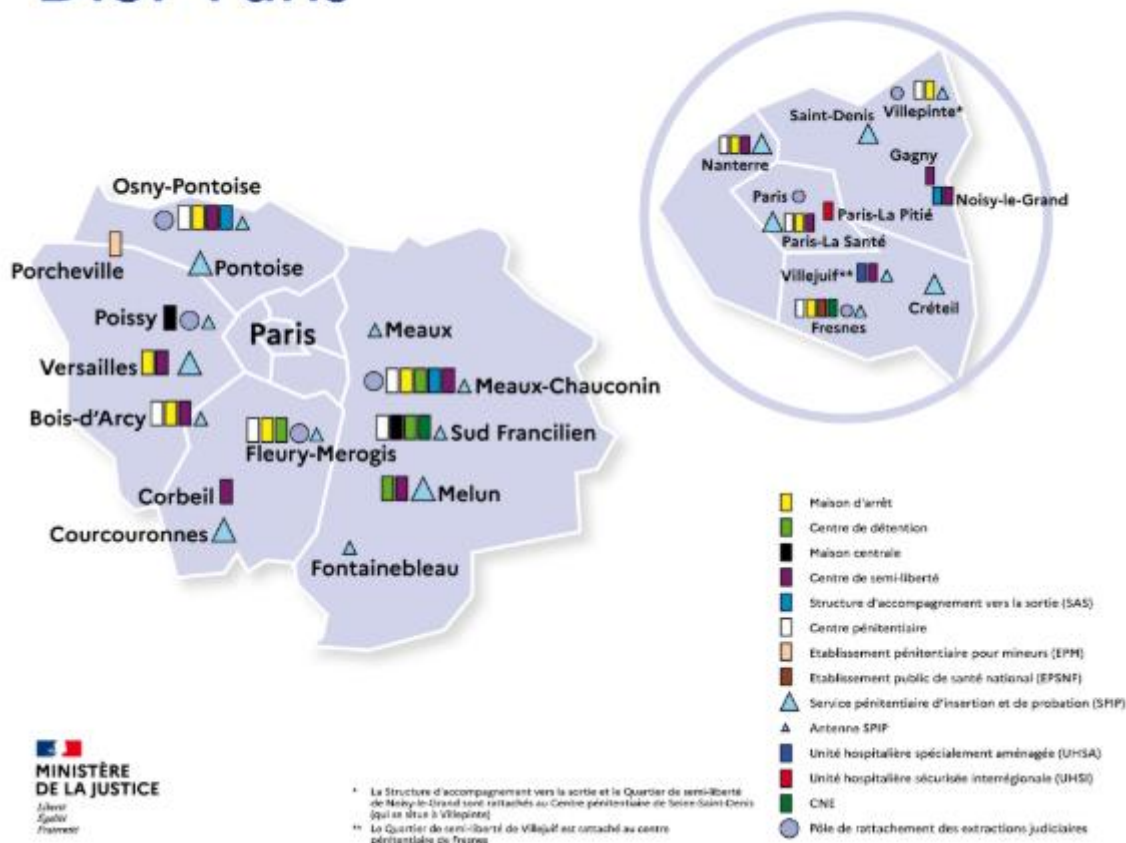
Le Département des Affaires Immobilières (DAI), département de moyens, est placé sous l'autorité du Secrétaire général de la DISP.

La DAI gère et entretient le parc immobilier, les équipements et établissements pénitentiaires de l'inter région, et l'ensemble des SPIP du ressort.

Il met en œuvre, impulse et contrôle la politique immobilière interrégionale. Il met en œuvre les opérations spécifiques de rénovation (réhabilitation et mise en conformité) qui lui sont confiées. Il assure le rôle d'interface entre les services interrégionaux et les entreprises, les administrations et les intermédiaires externes.

II.2 Localisation

DISP Paris



II.3 Le Centre Pénitentiaire d'Osny-Pontoise

Prévue pour accueillir 600 détenus hommes majeurs, l'ancienne maison d'arrêt devenue centre pénitentiaire du Val d'Oise est situé à 35 km au Nord-Ouest de Paris, à proximité de la ville de Cergy-Pontoise, au lieudit « Chemin vert », route d'Ennery, à Osny. Elle est mise en service en 1990.

Un centre pénitentiaire est un établissement qui comprend au moins deux quartiers à régimes de détention différents (maison d'arrêt, centre de détention et/ou maison centrale).

L'établissement fonctionne sur le mode de la « Gestion Déléguée » (G.D.), c'est-à-dire que certains services sont confiés à un prestataire extérieur telle que la maintenance.



Centre Pénitentiaire d'Osny-Pontoise
Route départementale 927
95520 OSNY

III. OBJECTIFS, CONTRAINTES ET PROGRAMME

III.1 Objectifs

Cette opération vise à créer de nouveaux bureaux pour le service d'insertion et de probation de l'établissement d'Osny. Elle permettra d'accueillir 23 agents supplémentaires, répartis comme suit : 2 cadres de direction, 14 conseillers d'insertion, 3 éducateurs, 2 psychologues et 2 secrétaires.

III.2 Contraintes de sûreté pénitentiaire, de sécurité sanitaire et de préservation du bon fonctionnement de l'établissement

Le titulaire est tenu de prendre en compte, dans l'ensemble de son étude, y compris l'élaboration du phasage opérationnel et l'estimation financière, les contraintes strictes inhérentes à la sécurité de l'établissement.

Il veillera à maintenir la continuité d'activité de l'établissement, dont le fonctionnement ne saurait être interrompu, en concevant un phasage technique précis et adapté. Ce dernier devra limiter autant que possible les nuisances sonores, visuelles et olfactives, ainsi que l'ensemble des perturbations susceptibles d'affecter les usagers et le personnel.

L'accès à la zone de transfert du greffe devra être garanti en permanence, sans restriction, pour permettre la circulation des véhicules d'urgence et de l'administration pénitentiaire.

Tout dispositif de vidéosurveillance impacté par le chantier devra, le cas échéant, être démonté avec précaution et immédiatement repositionné sur des mâts provisoires afin d'assurer la continuité de la surveillance du périmètre.

Le titulaire veillera à la mise en place de dispositifs et protocoles nécessaires pour prévenir tout risque pour la santé des usagers et du personnel. Cela comprend la gestion rigoureuse des poussières, des émissions polluantes, du bruit, des déchets, ainsi que l'organisation d'une ventilation adéquate et le maintien d'un niveau d'hygiène élevé dans les zones de passage.

III.3 Programme

Le programme décrit ci-dessous les exigences minimales en espaces et fournitures.

III.3.1 L'extension bâimentaire

L'extension consistera en l'ajout d'un étage au-dessus des locaux administratifs et des espaces généraux de l'établissement, tout en respectant l'harmonie architecturale du bâtiment existant. L'accès à ce nouvel espace se fera par l'escalier principal desservant les locaux administratifs.

Le projet devra respecter la réglementation environnementale en vigueur (RE 2020) et faire l'objet de calculs réglementaires afin de valider les choix des systèmes constructifs retenus.

Les relevés géométriques seront à la charge du titulaire du marché.

Les études de structures seront à la charge du titulaire du marché.

III.3.2 Les espaces

Quantité	Intitulé de la fiche espace	Intitulé du local	Organisation
2	Bureau d'encadrement	Bureau de chef et adjoint au chef de service	1 poste de travail
6	Bureau collaborateur	Bureau pour les conseillers d'insertion	3 postes de travail
1	Bureau de collaborateur	Secrétariat	2 postes de travail
1	Bureau de collaborateur	Psychologue	2 postes de travail
1	Archives vivantes	Archives	Stockage réservé au SPIP
1	Salle de réunion	Salle de réunion	Maximum 20 personnes
1	Local détente	Espace de convivialité	Possibilité de se restaurer
2	Sanitaires	Sanitaires	Séparés H/F
1	Local de service	Entretien ménage	Rayonnage et rangement de chariot d'entretien
1	Local de rangement	Rangement fourniture	Rayonnage
2	Reprographie	Photocopie-fax	Ouvert sur circulation

III.3.3 Revêtements

➤ Sols

U3 P3 E1 C0 au minimum sur les bureaux, salle de réunion, locaux d'archivage et rangement.

Carrelage anti glissement U4 P3 E2 C2 minimum sur les locaux de service et sanitaire.

U3 P3 E2 C3 minimum sur les locaux de reprographie.

➤ Murs

La qualité et performances des peintures seront au moins équivalentes à la classe 2.

Les murs des sanitaires auront un revêtement adapté à l'humidité ainsi qu'une crédence autour des lave-mains.

➤ Plafonds

Les plafonds des sanitaires auront un revêtement adapté à l'humidité.

III.3.4 Equipements techniques

➤ Acoustique

Tous les équipements générateurs de bruit, y compris le matériel électrique ou/et électronique, seront disposés dans un local technique contigu et acoustiquement isolé.

Les ponts phoniques entre locaux contigus ou superposés seront évités.

➤ Isolation thermique

L'isolation thermique devra au-delà de la réglementation assurer un parfait confort tant l'hiver que l'été.

➤ Chauffage

La température des locaux doit être maintenue dans la plage minimum 18 °C et 25 °C.

➤ Eclairage

En éclairage standard, les luminaires devront utiliser la technologie LED, avec une température de couleur neutre de 4000 K et une efficacité lumineuse minimale de 100 lm/W. Pour les espaces sanitaires, ils devront présenter un indice de protection au moins IPX4 et être de classe II.

➤ Prises de courant

Toutes les prises de courants seront de type 2 P+T 16 A. Les connecteurs multimédias seront de type RJ 45 catégorie 6A.

Elles sont différenciées comme suit :

- PAV (point d'accès vidéo), avec une seule prise RJ45 réservée exclusivement à la TV ;
- PAI (point d'accès informatique/téléphonique), avec une seule prise RJ 45 ;
- PA de "Type A " est composé de : 3 prises de type RJ45, 4 prises électriques dont 2 ondulées ;
- Le PA de "Type B" est composé de : 2 prises de type RJ45, 4 prises électriques dont 2 ondulées ;
- Le PA de "Type C" est composé de : 1 prise de type RJ45, 1 prise électrique.

Bureaux	1 PA de type A par poste
Salle de réunion	3 PA de type B
Archives	1 PA de type C
Local détente	6 PC et 1 PAV
Reprographie	1 PA de type C

➤ Ventilation

Les débits de ventilation hygiénique devront être à minima conformes au règlement sanitaire départemental et au code du travail.

Locaux	Renouvellement d'air
Bureaux	25 m ³ /h par personne
Salle de réunion	30 m ³ /h par personne
Sanitaires	30 m ³ /h par personne
Autres pièces	1 volume / heure

➤ Equipements sanitaires

Règlement sanitaire départemental pris en application de l'Article L1311-1 du Code de la santé publique.

Les sanitaires disposeront chacun d'un lave-main et d'un WC suspendu avec mécanisme encastré.

Le local de service disposera d'un évier vide seau.

➤ Equipements de lutte contre l'incendie

Règlementation incendie en application des articles R. 4216-1 à R4216-30 du code du travail relatif aux dispositions concernant la prévention et la protection contre les incendies lors de la construction.

Et en application de l'arrêté du 18 juillet 2006 portant approbation des règles de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements pénitentiaires.

Provisions pour l'installation de moyens de prévention et de lutte contre l'incendie.

IV. MISSIONS, OBLIGATIONS

IV.1 Les Missions

Les missions qui seront confiées au Maître d'œuvre sont :

Mission de base (APS-APD-PRO-ACT-DET-AOR) + VISA

Pour assurer ces missions le maître d'œuvre s'appuie sur :

- Le présent Programme.
- L'étude de faisabilité établie par le bureau d'étude SYNAPSE.

En phases d'études, des réunions de travail devront être menées avec les interlocuteurs suivants :

Représentant pour la Maîtrise d'ouvrage :

M. MATON Guillaume

Chargé d'opérations - Département des Affaires Immobilières - DISP Paris

06 10 23 73 10

guillaume.maton@justice.fr

M. ABDAOUI Ilyas

Chef d'unité - Département des affaires immobilières- DISP Paris

Ilyas.abdaoui@justice.fr

Centre Pénitentiaire de Osny

M. DUPONT - Responsable technique

M.COLUSSI - Chef d'établissement

Standard : 01 34 25 47 47

IV.2 **Obligations :**

- Inclure dans les phases APS et APD autant que nécessaire une prise de connaissance exhaustive des lieux, des installations techniques, des modalités d'accès et des contraintes pénitentiaire inhérentes à un site pénitentiaire. ;
- Prendre en considération les normes de sécurité Pénitentiaire et autres normes en vigueur ;
- Prendre en considération les réglementations applicables et notamment celle des ERP et Etablissements relevant du code du travail et consulter lors des études les services départementaux d'incendie et de secours ;
- Prendre en considération les avis du contrôleur technique construction qui sera nommé au stade APS ;
- Procéder à la rédaction des dossiers de déclaration préalable de travaux et à la demande d'autorisation d'aménager.

Obligations logiciels :

- Les plans seront élaborés à partir d'Autocad 2019 et respecteront la charte graphique établie par le DAI /DISP Paris
- Les pièces écrites seront élaborées au moyen de Word /Excel ;
- Les notes de calculs, études d'avant-projet et d'exécution seront établies au moyen de progiciels du commerce intégrant les règles de dimensionnement des DTU (Sani Win ou équivalent...);
- Les plannings d'études ou de travaux seront établis au moyen de MS Project ou GanttProject

Nota : reste à charge de la maîtrise d'ouvrage les obligations suivantes :

- La fourniture des plans disponibles ;
- La réalisation d'études de sol complémentaires ;
- La prise en charge des missions CSPS, SSI et de contrôle technique ;

V. CONTENU DES ELEMENTS DE MISSION ET DELAIS

Le contenu des éléments de mission est conforme aux dispositions de l'annexe II de l'arrêté du 21 décembre 1993 précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé.

V.1 ETUDES D'AVANT PROJET SOMMAIRE (APS)

Les études d'avant-projet sommaire ont pour objet de :

- Vérifier la compatibilité des solutions retenues avec les contraintes du programme et du site ainsi qu'avec les différentes réglementations ;
- Indiquer des durées prévisionnelles de réalisation ;
- Indiquer les méthodologies et phasages chantier ;
- Examiner les possibilités et contraintes de raccordement aux différents réseaux ;
- Établir une estimation provisoire du coût prévisionnel des travaux des différentes solutions étudiées ;
- Proposer éventuellement des études complémentaires d'investigation des existants en fonction des renseignements fournis lors des études de faisabilité.

Dans le cadre de ces études d'APS, des réunions de concertation seront organisées avec le maître d'ouvrage et les établissements, pendant lesquelles, des explications sur les options techniques et économiques proposées seront fournies.

Les livrables attendus :

- Formalisation graphique de la solution préconisée sous forme de schéma de principe, plans, coupes et élévations à l'échelle de 1/250 avec certains détails significatifs au 1/100 ;
- Notice descriptive sommaire décrivant les solutions techniques et modalités de phasage ;
- Indication d'un délai global de réalisation de l'opération ;
- Estimation provisoire du coût prévisionnel des travaux ;
- Les différents compte-rendu de réunion.

Les études d'APS seront présentées au maître d'ouvrage pour approbation.

V.2 ETUDES D'AVANT PROJET DEFINITIF (APD)

Les études d'avant-projet définitif, fondées sur la solution d'ensemble retenue à l'issue des études d'avant-projet sommaire approuvée par le maître de l'ouvrage ont pour objet de :

- Vérifier le respect des différentes réglementations notamment celles relatives à l'hygiène et à la sécurité ;
- Arrêter en plan les dimensions de l'ouvrage ainsi que son aspect ;
- Définir les matériaux et équipements et les dimensionner ;
- Justifier les solutions techniques retenues, notamment en ce qui concerne les installations techniques et les raccordements ;
- Établir l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux par parties d'ouvrages, par budget et indiquer l'incertitude sur estimation ;
- Donner une approche du calendrier global d'exécution des travaux, notamment les solutions de gestion des flux et stationnement durant les travaux ;
- Etudier les impacts sur l'exploitation-maintenance.

Dans le cadre de ces études d'APD, des réunions de concertation seront organisées avec le maître d'ouvrage et les établissements, pendant lesquelles seront fournies, au fur et à mesure, des explications sur les solutions techniques et économiques proposées.

Les livrables attendus :

- Formalisation graphique de l'APD proposé sous forme de schémas de principe détaillés, plans, coupes, tracés unifilaires de réseaux et terminaux sur des zones types à l'échelle de 1/100 (fil d'eau, électricité, etc.) ;
- Notes de calcul de détermination des réseaux selon les DTU en vigueur ;
- Notice descriptive précisant les matériaux et équipements proposés ;
- Descriptif détaillé des solutions techniques retenues et notamment des installations techniques avec analyse fonctionnelle ;
- Estimation définitive du coût prévisionnel des travaux, décomposée en lots séparés ;
- Calendrier global par phase de l'exécution des travaux ;
- Les différents compte-rendu de réunion.

NB : suivant le contexte de l'opération, d'autres éléments peuvent être réclamés

Les études d'APD seront présentées au maître d'ouvrage pour approbation.

Les dossiers d'autorisations administratives et permis d'aménager :

Le maître d'œuvre assiste le maître d'ouvrage pour la constitution du dossier administratif. Il effectue les démarches et consultations préalables nécessaires à l'obtention du permis d'aménager, constitue le dossier et assiste le maître d'ouvrage dans ses relations avec les administrations et pendant toute la durée de l'instruction.

Le maître d'ouvrage s'engage à communiquer au maître d'œuvre toute correspondance avec l'administration. Dès réception du permis d'aménager, il lui en transmet copie et procède à l'affichage réglementaire sur le terrain. Il veille à son affichage en mairie.

Lorsque l'opération nécessite l'obtention d'autres autorisations administratives (telles que par exemple demande de permis de démolir, autorisations spécifiques pour lignes aériennes, enseignes, etc.), le maître d'œuvre assiste le maître d'ouvrage, pendant toute la durée de leur instruction, pour effectuer les démarches nécessaires et constituer les dossiers correspondants.

V.3 ETUDES DE PROJET (PRO)

Les études de projet, fondées sur les études d'avant-projet détaillées et approuvées par le maître d'ouvrage ainsi que sur les prescriptions de celui-ci, définissent la conception générale de l'ouvrage.

Les études de projet ont pour objet de :

- Préciser les tracés en plan, coupes et détails les formes des différents éléments, la nature et les caractéristiques des matériaux ainsi que leurs conditions de mise en œuvre ;
- Déterminer l'implantation et l'encombrement de tous les éléments de structure et de tous les équipements techniques ;
- Décrire les ouvrages et établir les plans de repérage nécessaires à la compréhension du projet par les entreprises ;
- Confirmer le coût prévisionnel des travaux établi en APD en le décomposant par corps d'état, sur la base d'un avant-métré ;
- Permettre au maître d'ouvrage, au regard de cette évaluation, d'arrêter le coût prévisionnel de l'ouvrage et, par ailleurs, d'estimer les coûts de son exploitation ;
- Déterminer finement le délai global de réalisation de l'ouvrage.

Les livrables attendus :

- Documents graphiques

- Plans, coupes et détails des ouvrages d'infrastructure, terrassements, tracés des canalisations au 1/100 ou 1/50 si nécessaire ;
- Plans des réseaux extérieurs et des voiries sur fond de plan de masse ;

- Plan de principe d'installation et d'accès de chantier.

- **Documents écrits**

- CCTP: description détaillée, lot par lot, des ouvrages et spécifications techniques définissant les exigences qualitatives, fonctionnelles et performanciennes, la nature et les caractéristiques des ouvrages et des matériaux, les contraintes générales de mise en œuvre, les conditions d'essai et de réception, incluant les limites de prestations entre les différents lots ;
- Présentation du coût prévisionnel des travaux décomposés par corps d'état et de l'avant-métré sur la base duquel il a été établi ;
- Analyse fonctionnelle ;
- Cadre de décomposition du prix global et forfaitaire par lot ;
- Calendrier prévisionnel d'exécution des travaux décomposés par lot.

V.4 **ASSISTANCE POUR LA PASSATION DES CONTRATS DE TRAVAUX (ACT)**

L'assistance apportée au maître d'ouvrage pour la passation du ou des contrats de travaux, sur la base des études qu'il a approuvées, a pour objet de :

- Préparer la consultation des entreprises de manière telle que celles-ci puissent présenter leurs offres en toute connaissance de cause, sur la base d'un dossier constitué des pièces administratives et techniques prévues au contrat ainsi que des pièces élaborées par la maîtrise d'œuvre correspondant à l'étape de la conception choisie par le maître d'ouvrage pour cette consultation. Le dossier est différent selon que la dévolution est prévue par marchés séparés ou à des entreprises groupées ou à l'entreprise générale ;
- Préparer, s'il y a lieu, la sélection des candidats et analyser les candidatures obtenues ;
- analyser les offres des entreprises, s'il y a lieu les variantes à ces offres ; procéder à la vérification de la conformité des réponses aux documents de la consultation ; analyser les méthodes ou solutions techniques en s'assurant qu'elles sont assorties de toutes les justifications et avis techniques, en vérifiant qu'elles ne comportent pas d'omissions, d'erreurs ou de contradictions normalement décelables par un homme de l'art et établir un rapport d'analyse comparative proposant les offres susceptibles d'être retenues, conformément aux critères de jugement des offres précisés dans le règlement de la consultation. La partie financière de l'analyse comporte une comparaison des offres entre elles et avec le coût prévisionnel des travaux ;

- Préparer les mises au point nécessaires pour permettre la passation du ou des contrats de travaux par le maître d'ouvrage.

Documents à remettre au maître d'ouvrage :

- Elaboration du DCE - Dossier de consultation des entreprises

Le DCE est élaboré en fonction des options prises par le maître d'ouvrage pour le mode de dévolution des marchés de travaux (entreprise générale, lots séparés, entreprises groupées). Il tient compte du niveau de conception choisi par le maître d'ouvrage pour lancer la consultation (APD, projet ou EXE).

Le maître d'œuvre propose au maître d'ouvrage des adaptations du CCAP (cahier des clauses administratives particulières), de l'acte d'engagement et du règlement de la consultation, fournis par le maître d'ouvrage, qui lui semblent nécessaires pour tenir compte des particularités de l'opération.

Le maître d'œuvre établit la liste des pièces écrites et graphiques nécessaires à la consultation des entreprises, qu'il a élaborées ou qui ont été fournies par le maître d'ouvrage, les collecte et les regroupe dans le CCTP (cahier des clauses techniques particulières) qui comprend ainsi :

- Les plans, pièces écrites et cadre de décomposition de prix global et forfaitaire (sans les quantités) établis par le maître d'œuvre ;
- Les éventuels autres documents produits soit par le maître d'ouvrage soit par les autres intervenants (notamment PGC, rapport initial du contrôleur technique, études de sondages des sols, diagnostics divers, prescriptions des concessionnaires, etc.) ;
- Proposer une grille de critères et système de pondération/notation, établie suivant les enjeux de l'ouvrage en matière de coût /technicité/délai pour renseigner le RC établi par le maître d'ouvrage.

- Consultation des entreprises

- Le cas échéant, réponses aux questions posées par les entreprises suivant les modalités définies avec le maître d'ouvrage ;
- Etablissement d'un rapport comparatif d'analyse technique et financière des offres et, s'il y a lieu, de leurs variantes.

Dans le cas où des variantes, acceptées par le maître d'ouvrage, remettent en cause la conception de la maîtrise d'œuvre, la reprise des études donnera lieu à une rémunération supplémentaire.

- Proposition d'une liste d'entreprises susceptibles d'être retenues (mieux disantes) ;
- Rédiger un rapport d'analyse des offres présentant des propositions d'attribution justifiées ;

Dans le cadre de l'ACT, le maître d'œuvre devra présenter, en commission, son analyse au maître d'ouvrage.

Si la consultation est déclarée infructueuse, le maître d'œuvre devra proposer un dossier de consultation modifié. Il peut donc comporter une reprise des études de projet pour les adapter au coût prévisionnel validé par le maître d'ouvrage.

V.5 VISA des études d'exécution

Lorsque les études d'exécution sont, partiellement ou intégralement, réalisées par les entreprises, le maître d'œuvre s'assure que les documents qu'elles ont établis respectent les dispositions du projet et dans ce cas, leur délivre son VISA.

L'examen de la conformité au projet des études d'exécution et de synthèse faite par le ou les entrepreneurs ainsi que leur VISA par le maître d'œuvre ont pour objet d'assurer au maître d'ouvrage que les documents établis par l'entrepreneur respectent les dispositions du projet établi par le maître d'œuvre.

L'examen de la conformité au projet comporte la détection des anomalies normalement décelables par une personne de l'art. Il ne comprend ni le contrôle ni la vérification des documents établis par les entreprises. La délivrance du VISA ne dégage pas l'entreprise de sa propre responsabilité.

V.6 DIRECTION DE L'EXECUTION DES CONTRATS DE TRAVAUX (DET)

La direction de l'exécution du ou des contrats de travaux a pour objet de :

- S'assurer que les documents d'exécution ainsi que les ouvrages en cours de réalisation respectent les études effectuées ;
- S'assurer que les documents à produire par le ou les entrepreneurs, en application du ou des contrats de travaux, sont conformes aux dits contrats et ne comportent ni erreur, ni omission, ni contradiction normalement décelables par un homme de l'art ;
- S'assurer que l'exécution des travaux est conforme aux prescriptions du ou des contrats de travaux, y compris le cas échéant, en ce qui concerne l'application effective d'un schéma directeur de la qualité, s'il en a été établi un ;
- Délivrer tout ordre de service et établir tout procès-verbal nécessaire à l'exécution du ou des contrats de travaux ainsi que procéder aux constats contradictoires, organiser et diriger les réunions de chantier ;
- Informer systématiquement le maître d'ouvrage sur l'état d'avancement et de prévision des travaux et dépenses, avec indication des évolutions notables.

- Vérifier les projets de décomptes mensuels ou les demandes d'avances présentés par le ou les entrepreneurs ; établir les états d'acomptes ; vérifier le projet de décompte final établi par l'entrepreneur et établir le décompte général
 - Donner un avis au maître d'ouvrage sur les réserves éventuellement formulées par l'entrepreneur en cours d'exécution des travaux et sur le décompte général, assister le maître d'ouvrage en cas de litige sur l'exécution ou le règlement des travaux, ainsi qu'instruire les mémoires en réclamation de ou des entreprises.
- **Direction des travaux**
- Organisation et direction des réunions de chantier ;
 - Etablissement et diffusion des compte-rendu ;
 - Etablissement des ordres de service ;
 - Etat d'avancement général des travaux à partir du planning général ;
 - Information du maître d'ouvrage : avancement, dépenses et évolutions notables.
- **Contrôle de la conformité de la réalisation**
- Examen des documents complémentaires à produire par les entreprises, en application de leurs contrats ;
 - Conformité des ouvrages aux prescriptions des contrats ;
 - Etablissement de compte-rendu d'observation ;
 - Synthèse des choix des matériaux, échantillons ou coloris à valider par le maître d'ouvrage.
- **Gestion financière**
- Vérification des décomptes mensuels et finaux. Etablissement des états d'acompte ;
 - Examen des devis de travaux complémentaires ;
 - Examen des mémoires en réclamation (examen technique, matériel et économique) présentés au plus tard à la présentation du projet de décompte final ;
 - Etablissement du décompte général.
 - La présente mission ne comprend pas les prestations nécessaires au remplacement d'une entreprise défaillante (constat contradictoire, consultation des entreprises, choix d'une autre entreprise).

V.7 ASSISTANCE AUX OPERATIONS DE RECEPTION (AOR)

L'assistance apportée au maître d'ouvrage lors des opérations de réception ainsi que pendant la période de garantie de parfait achèvement a pour objet :

- D'organiser les opérations préalables à la réception des travaux ;
- D'assurer le suivi des réserves formulées lors de la réception des travaux jusqu'à leur levée ;
- De procéder à l'examen des désordres signalés par le maître d'ouvrage ;
- De constituer le dossier des ouvrages exécutés nécessaires à l'exploitation de l'ouvrage à partir des plans conformes à l'exécution remis par l'entrepreneur, des plans de récolement ainsi que des notices de fonctionnement et des prescriptions de maintenance des fournisseurs d'éléments d'équipement mise en œuvre.

Prestations confiées et documents à remettre au maître d'ouvrage

- Au cours des opérations préalables à la réception, le maître d'œuvre :

- Valide par sondage les performances des installations
- Organise les réunions de contrôle de conformité
- Etablit par corps d'état ou par lot la liste des réserves
- Propose au maître d'ouvrage la réception.

- Etat des réserves et suivi

Le maître d'œuvre s'assure de la levée des réserves par les entreprises dans les délais définis.

- Dossier des ouvrages exécutés (DOE)

Le maître d'œuvre constitue le dossier des ouvrages exécutés nécessaires à l'exploitation de l'ouvrage à partir du dossier de conception générale du maître d'œuvre, des plans conformes à l'exécution remis par l'entrepreneur ainsi que des prescriptions de maintenance des fournisseurs d'éléments d'équipement mis en œuvre.

Au cours de l'année de garantie de parfait achèvement,

Le maître d'œuvre examine les désordres apparus après la réception et signalés par le maître d'ouvrage et en assure le suivi.

V.8 DELAIS

- **Délai contractuel maximal pour APS : 2 semaines**
- Délai de validation maîtrise d'ouvrage : 1 semaine
- **Délai contractuel maximal pour APD : 3 semaines**
- Délai de validation maîtrise d'ouvrage : 1 semaines (y compris ajustement définitif des honoraires)
- **Délai maximal de rédaction de permis et dossiers administratifs : 2 semaines**
- **Délai contractuel pour PRO/DCE : 2 semaines**
- Délai pour consultation en marché public et phase ACT : 7 semaines
- **Délai contractuel pour l'analyse des offres : 1 semaine**
- Délai estimé pour exécution des travaux (phases VISA+ DET+ AOR) : 30 semaines